

La démocratie contre elle-même

Auteur : Marcel GAUCHET

Editions : Gallimard (2002)

1 L'auteur

Marcel GAUCHET

- Philosophe et historien français né en 1946,
- Professeur émérite de l'EHESS
- Rédacteur en chef de la revue "Le Débat" de chez Gallimard, qu'il a fondée en 1980 avec Nora.

Pour beaucoup de ses confrères, c'est un intellectuel réactionnaire et conservateur. Gauchet a qualifié Michel Foucault de prestidigitateur ; il trouvait Jacques Lacan et Jacques Derrida trop proches de l'univers mental du totalitarisme. Il qualifiait Pierre Bourdieu d'artisan du désastre intellectuel français.

SOMMAIRE

1	L'auteur	1
2	La présentation du livre	3
2.1	Les droits de l'Homme ne sont pas une politique	3
2.2	Approche par la religion	4
2.2.1	La fin de la religion	4
2.2.2	Croyances religieuses, croyances politiques ; de la religion à l'idéologie	4
2.2.3	Qu'est devenue la religion dans la société de l'idéologie	5
2.2.4	Le développement de l'idéologie et le moule religieux	5
2.3	L'école à l'école d'elle-même	5
2.3.1	Contraintes et contradictions de l'individualisme démocratique	5
2.3.2	Le niveau monte, le livre baisse	6
2.4	Conclusion de ce travail	7

2 La présentation du livre

Le livre rassemble un certain nombre de textes que Marcel Gauchet a écrit pour la revue "Le Débat" pendant une vingtaine d'années. Ces textes portent sur les grands sujets de débat public du moment. Ainsi, il parlera de droits de l'homme, de religion et de croyance, d'instruction à l'école, d'amour de la nature, de haine des hommes et de désertion civique.

D'autres sujets plus polémiques tels que lutte des classes et redéfinition de l'inconscient, puis en 1995 grand tournant libéral et droits de l'homme, ersatz de politique pour lui.

Le livre s'étale sur 385 pages.

2.1 Les droits de l'Homme ne sont pas une politique

Parler défense des droits de l'homme en régime totalitaire est illusoire, écrit Marcel Gauchet. Pour lui, il ne faut pas attendre de souplesse pseudo-démocratique dans ces pays dits totalitaires.

Il est aussi convaincu que parler droits de l'homme dans les beaux quartiers de Paris, cela fait bien, mais que cela ne change rien là où lesdits droits sont bafoués. Gauchet ne croit pas à la force dont seraient porteurs lesdits droits. Il reconnaît le courage qu'a eu Soljenitsyne, mais pense que la plupart des hommes choisissent, si possible, le camp du plus fort. Il suffit, écrit-il, de voir ce qui se passe à l'Ouest ; les rouspéteurs se font acheter lorsque l'économie est florissante.

Marcel Gauchet pense plutôt à l'efficacité d'une révolution démocratique portée par des groupes d'hommes communicants avec de forts sens au contenu de leur discours. En opposition à Jacques Nora qui invoque la force d'un droit de l'hommisme qui ne peut que s'utiliser par discours à l'attention des ogres communistes et à toutes les formes de totalitarisme.

Leurs conceptions sont donc différentes, l'un croit possible, l'autre non. Marcel Gauchet se demande comment il est possible de faire contrepoids d'influence face aux décideurs issus de Sciences Po, ENA, en France ; car ce sont eux qui confisquent le pouvoir démocratique.

Cependant, il situe les "clients" ragailardissant le concept chez ceux qui ne veulent pas adhérer à l'extrême gauche, qui sont déçus de la gauche française, chez ceux qui ne veulent plus être représentés par un syndicaliste, et tous ceux qui invoquent leur anticommunisme en rappelant le Goulag, ou même ceux qui douteraient vraiment d'antagonisme de type stalinisme et mitterrandisme, énarchisme et ouvriérisme, etc.

Pour l'auteur, un rassemblement de gens, issus pour beaucoup des conséquences mentales de 1968, ne peut pas fonctionner pour construire un mouvement fort, car beaucoup trop hétéroclite, même sous l'image droite de l'homme.

Alors, quel avenir pour ce mouvement incapable de concevoir un futur différent pour notre société ? Dès que quelqu'un possède le pouvoir, il utilise ce dernier pour opprimer la société plutôt qu'en émanciper les individus qui la constituent. Alors, il vaut mieux rester dans l'opposition. Là au moins, on peut rouspéter et de temps à autres, arracher une concession. Le mouvement écologiste, pourtant porteur d'idées faisant souvent consensus, n'en est pas moins incapable d'avoir un programme pour l'avenir, dit-il.

Y a-t-il difficulté de penser démocratie lorsque l'on défend les grands principes de droits de l'individu propriétaire, vivant dans une société organisée et hiérarchisée ? Alors que l'individu, "atome social", est premier, la cohésion de la société en est le produit dérivé. La souveraineté des individus est déléguée à la société mais le pouvoir vient bien de son intérieur. Autant d'individus, autant de problèmes de cet ordre, d'où la grande complexité. Mais aussi, les individus évoluent et se façonnent dans le groupe qui les voit naître. L'action de la société sur l'homme génère des insatisfactions que les droits de l'homme ont beaucoup de mal à ne pas défendre. Dans ce schéma, l'individu se positionne contre l'organisation qui le représente et qui dès lors l'opprime.

Voilà, pour Gauchet, encore une explication plausible. Si de plus, nous analysons les relations individus et Etat, ce n'est pas mieux.

En effet, plus d'autonomie individuelle va générer plus d'hétéronomie collective. L'élargissement des droits de chacun ne cessera d'alimenter l'aliénation des droits du tout.

Pour faire société, il faut organiser l'ensemble des actions individuelles possibles, dans un cadre qui permette à tous d'exister. D'où le développement d'un pouvoir d'état plus ou moins contraignant selon les perceptions de chacun.

Là, nous rencontrons un problème de langage. Voulons-nous parler de démocratie ou de société démocratique ? La démocratie faisait appel au sens politique ; la société démocratique fait entrer en ligne de compte d'autres dimensions, plus sociales, plus économiques en un sens plus triviales et moins essentielles.

Voyons une deuxième approche de ce qu'on entend par démocratie via la religion.

2.2 Approche par la religion

2.2.1 La fin de la religion

Les "individus éclairés" de la période révolutionnaire étaient souvent des gens qui savaient réfléchir. Les discours des 19^{ème} et 20^{ème} siècle, furent de moins en moins compris par le plus grand nombre. En effet, la superstition et le fanatisme, rejets de l'ignorance n'ont pas disparu au soleil de la raison.

Les religions cherchant à résister du mieux possible aux évolutions sociétales, marquées par la montée de l'économisme, par la mise à disposition de toujours plus de moyens matériels apportant un bien-être existentiel certain, ont vu leur "emprise" sur le peuple décliner.

Les religions deviennent alors affaire de philosophie de l'être s'adressant à une minorité de gens cultivés, ou sont suivies par des individus plutôt fanatisés, peu porteurs de grandes idées et nettement ostraciques vis-à-vis de tous ceux qui ne sont pas des leurs.

L'économie, érigée en science laïque, n'a pas non plus réussi à exclure les chamanismes, les mythes et les croyances que le structuralisme nous a bien réexpliqués.

Les anciens dogmes marginalisés ont laissé place à des phénomènes de religiosité diffus et on vit apparaître des investissements qualifiables de "foi dans la politique". Ce sont par exemple le communisme ou même le national-socialisme qui sont devenus de vraies religions laïques. Nous sommes loin du sens démocratique de la représentation ou de l'action.

Gauchet nous explique aussi que la religion (par exemple le christianisme), interdit l'accès privilégié, d'UN parmi les hommes. Car il n'y a qu'Un, un, c'est Dieu. Or, la constitution d'un sens commande à l'action de tous. Ce qui voudrait dire que seul, un Dieu ne saurait nous montrer le sens et nous gouverner. Ce qui ne devient plus possible dans un groupe laïc; d'où la perte d'essence du religieux.

2.2.2 Croyances religieuses, croyances politiques ; de la religion à l'idéologie

Gauchet dit "l'analyse historique du sujet montre que depuis 200 ans, nous sommes passés d'une société structurée par la religion à une société autonome qui développe dans son discours une rupture avec les croyances religieuses au profit de croyances sur elle-même". C'est le passage de la religion à l'idéologie, ou mieux de la croyance religieuse à la croyance politique.

Historiquement, par la religion, le roi fut l'incarnation de l'imposition du "principe d'ordre d'avant et d'ordre venant du dessus", de "la supériorité et de l'antériorité". C'est la forme hiérarchique qui concrétise en une forme de lien de société gérant du même coup les dépendances, les inégalités de nature entre les êtres ainsi liés, et les attaches organiques entre le supérieur et l'inférieur. Et ainsi le TOUT prime sur les parties. Mais dès 1850, il y eut revirement. Les idées libérales vont amener le pouvoir à la société qui, de ce fait, devient puissance de mouvement. Le gouvernement devra dès lors répondre aux aspirations de la société ; d'où la naissance de la politique au sens rigoureux du terme, qui fera le lien entre société et gouvernement.

C'est dans cet espace politique que les croyances idéologiques vont se déployer, en expliquant l'histoire et en justifiant les choix pour une définition de l'avenir.

Dès le début du 19^{ème} siècle, trois grandes idéologies vont émerger et se partager nos esprits. Ce sont : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme.

2.2.3 Qu'est devenue la religion dans la société de l'idéologie

L'idéologie n'est pas arrivée simplement, instantanément, par sensibilité. De 1880 à 1914, ce fut la fin de la conversion de la pensée religieuse en idéologie.

La contre révolution, en devenant nationaliste en espérant y loger son désir de restauration, abandonne l'ordre voulu du Dieu pour le règne de la volonté des hommes. Cette interprétation, purement rationnelle de la société religieuse, monarchique, hiérarchique, montre qu'elle pense la forme religieuse sans la religion.

De là le cheminement des pensées, l'extrémisme anti moderne devient moderne, malgré lui. La religion adopte ses règles de jeu et crée des partis chrétiens qui font de l'identité confessionnelle une force du pluralisme collectif. Et les églises tendent à ne plus être composante d'une société civile libre. Leur lien avec l'état, qui en attendait des normes d'ensemble, perd bruyamment sa légitimité en 1905 avec la loi de séparation.

Depuis une cinquantaine d'années, hors de vagues nostalgies pas toujours identifiables, l'appel à l'idée de société religieuse est inaudible en France. Les croyants sont entrés dans l'espace du pluralisme et de l'autonomie démocratique. La croyance est devenue une affaire de foi individuelle. Son sens s'en trouve d'autant plus changé et le lien entre croyance religieuse et ordre sociale se défait.

Mêler le divin à des affaires triviales et séculières apparaît aux yeux des chrétiens une sortie d'impiété. Le souci de l'au-delà est sans commune mesure avec nos aménagements de tous les jours de l'ici-bas.

Nous ne vivons pas la fin de la croyance religieuse, mais la fin de la religion dans ses fonctions d'organisation des communautés humaines. Il n'en est pas de même dans les états islamistes.

2.2.4 Le développement de l'idéologie et le moule religieux

Ou comment produire l'UN collectif que produisait la religion par d'AUTRES VOIES que la religion ?

Nous nous trouvons (1985) à un moment remarquable de l'histoire de la croyance religieuse et de la croyance politique.

La croyance religieuse a cessé d'être politique ; elle s'est vidée de ses implications dans les organisations des communautés d'hommes. La croyance religieuse est affaire de foi dans la sphère privée de l'homme.

La croyance politique cesse d'être religieuse, elle aussi. Elle se délivre du modèle que fut celui de la croyance religieuse sur la société pendant de nombreux siècles. Cette émancipation nous fait passer, dès lors, dans un nouvel âge politique, de religion séculière qui ne croit qu'en l'action des hommes et en la puissance de leur société de se faire elle-même. Nous entrons plus largement dans l'action historique.

2.3 L'école à l'école d'elle-même

2.3.1 Contraintes et contradictions de l'individualisme démocratique

La réflexion menée dans le paragraphe qui suit est à resituer dans le contexte de 1983-84, de vives polémiques relatives à la façon d'enseigner en France.

Nous ne nous attarderons pas sur ce point déjà débattu lors de la dernière séance.

Derrière la découverte des problèmes de l'école d'aujourd'hui, il y va de la prise de conscience de ce que doit en vérité être l'école.

Il y a antinomie entre le concept d'enfance et le concept d'individualité, qui n'est pas UNE et qui déjoue la loi de la tutelle. Le compromis entre l'ordre des individus et la loi de la société des individus est délicat. Sans cependant cela, l'éducation des enfants est impossible.

Par contre, maintenant, beaucoup de jeunes gens font des études supérieures ; l'engouement pour de longues durées d'études rendues possibles est-il porteur de satisfaction ou de frustration ?

2.3.2 Le niveau monte, le livre baisse

La vente du nombre de livres universitaires PUF (Presse Universitaire de France) en sciences humaines a toujours été, depuis 1900, autour de 600 à 800 par an, par titre, sauf entre 1965 et 1975 ou à certains moments, ce fut le double. En effet, la mode du structuralisme a beaucoup fait vendre ceux qui en parlaient, car les étudiants et les enseignants étaient nombreux à s'y intéresser. Depuis 1970, les photocopieuses ont permis d'avoir accès à des passages de livres à étudier, sans les acheter.

Lorsqu'on regarde l'évolution des ventes de livres en relation avec la croissance du nombre d'étudiants et d'enseignants à travers les 60 dernières années, rien n'est corrélé.

	Etudiants	%	Enseignants du supérieur	%
1960	300 000	100	9 200	100
1970	850 000	280	39 000	420
1980	1 100 000	370	44 000	480
1990	1 700 000	570	55 400	600

En 1994-1995, 535 000 étudiants en lettres et toujours 800 livres vendus par an et par titre.

L'évolution du nombre de ventes des livres dépend de nombreux facteurs dont :

1. La culture de masse fait entrer dans l'enseignement supérieur des étudiants pauvres qui s'assument eux-mêmes.
2. La constante montée du chômage depuis 1975 a paupérisé les familles moyennes.
3. Depuis dix ans, la concurrence du livre est internet.
4. Mais il est aussi invoqué que l'institution universitaire, en particulier en lettres, est une institution presque complètement coupée, désormais de la vie des idées. Elle ne donne pas envie de lire par curiosité.

Il y a 50 ans, beaucoup d'étudiants lisaient "Le Monde" tous les jours sinon trois fois par semaine. De nos jours, ce n'est plus vrai du tout.

Rien d'étonnant qu'un mai 1968, certains aient eu envie de manifester, de faire changer certaines choses. De nos jours, non, plus rien ! C'est l'indifférence totale. Chacun pense à traiter son petit problème personnel, pour s'en tirer au mieux et accéder à une formation qui le fera peut-être vivre. Mais pas de grandes idées dans les têtes de nos étudiants. On ne rêve plus à un idéal.

Alors que la culture n'a jamais été si accessible qu'aujourd'hui, les jeunes ne cherchent pas à y accéder, ou ne peuvent pas y accéder. Les bibliothèques universitaires ne sont plus assez pourvues, faute de budget, limitant ainsi, aussi, certaines possibilités d'emprunter.

Espérons que nos gouvernants trouveront les bonnes idées pour stimuler les esprits incurieux dont nos jeunes sont pourvus.

Conclusion : avec les effectifs d'étudiants en sciences humaines actuels, il n'est pas vendu plus de livres qu'en 1900 pour 40 fois plus d'étudiants. La démocratisation de l'entrée à l'université ne s'est pas suivie d'une amélioration du nombre de lectures de livres achetés. D'où sentiment de gaspillage de la culture. Espérons que nombreux sont ceux qui lisent sur écran.

2.4 Conclusion de ce travail

J'arrête volontiers ce travail rédactionnel.

En effet, nous retrouvons beaucoup ce que nous avons déjà abordé lundi 28 mai 2018 avec Arlette Mougin commentant le livre de Jacques Rancière "La haine de la démocratie".

Le livre de Marcel Gauchet a abordé la démocratie par l'entrée des droits de l'homme, par la religion, par la formation et l'évolution psychologique des individus ; puis il fait une analyse des raisons du désinvestissement politique, suite à la fin apparente de la lutte des classes, pourtant toujours bien réelle.

La dépolitisation apparente des jeunes générations serait pour lui la conséquence de la trop forte sensibilisation aux droits individuels qui stérilisent, en conséquence, beaucoup ce que l'union de ces individus aurait pu apporter à un collectif de constructeurs de schémas du futur.

L'auteur reste tout de même optimiste et ne dit pas avoir la haine de la démocratie. Il conclut que nous pouvons faire confiance à notre jeunesse pour éviter de revenir aux catastrophes qui nous avons vécues et pour, surtout inventer autre "chose"